

régime qui est maintenant disparu et qui s'appelait l'Union nationale, alors que les ouvriers, alors que les fonctionnaires se battaient pour s'unir, pour se syndiquer afin de défendre leurs droits, et Dieu sait qu'ils étaient bafoués durant cette période de noirceur, eh bien, je me suis senti plongé dans cette période à nouveau. Cette situation néfaste a été corrigée, heureusement, par un gouvernement dont faisait partie l'honorable député de Saint-Hyacinthe, et alors qu'on a permis aux citoyens de s'unir afin de défendre leurs intérêts, de le faire en toute liberté.

Il est beau d'accuser l'honorable ministre de l'Agriculture de tous les péchés du monde, mais est-ce que l'honorable député de Joliette et les autres qui l'accusent de toutes ces calamités sont au courant qu'il existe des lois qui donnent le droit de grève à ces gens-là? Sont-ils au courant que même le ministre de l'Agriculture ainsi que tout le cabinet doivent respecter ces lois du Canada et les lois que nous, législateurs, adoptons ici au Parlement.

Madame le président, je n'ai pas interrompu l'honorable député de Joliette lorsqu'il a fait son discours ce soir, et j'espère qu'il aura la même courtoisie à mon égard et me laissera faire mes propres remarques.

La situation est sérieuse et nous n'avons pas besoin, comme le disait l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) ce soir, du député de Joliette pour apprendre cela. On ne vit pas dans les nuages, on vit sur la terre et on vit dans la province de Québec. Nous connaissons les difficultés qu'éprouvent les agriculteurs et que ces grèves entraînent présentement.

Le gouvernement saura prendre ses responsabilités et, pour ma part, et c'était le but de ma question hier, j'espère, lorsque tous les moyens auront été employés pour régler ce conflit, s'il n'y a pas moyen de le régler, j'espère qu'on prendra les moyens qu'on a pris dans d'autres circonstances semblables, et cela le plus rapidement possible.

La deuxième raison qui m'incite à participer à ce débat ce soir, madame le président, c'est qu'il n'y a pas seulement des animaux qu'il faut soigner de ce temps-ci. Je représente une population qui est celle de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, et pour ceux qui connaissent ce que c'est qu'une île, ils apprendront peut-être s'ils ne le savent pas que la population des îles de la Madeleine que je représente avant la fermeture de la navigation, l'automne, doit s'approvisionner pour toute la saison d'hiver en denrées alimentaires. Il s'agit de la nourriture pour les animaux et tous les produits dont ils ont besoin durant cette saison, parce que lorsque la navigation est fermée il est inutile de penser de s'approvisionner autrement que par l'avion qui coûte un prix exorbitant.

Alors, au moment où la saison de navigation s'ouvre, les bateaux de la Coopérative des transports maritimes et aériens des îles de la Madeleine sont dans le port de Montréal depuis l'automne dernier. Toutes les commandes sont données par tous les marchands, par toute la population pour tous les divers produits dont on peut avoir besoin, et quand on est isolé, on sait l'importance que cela représente pour ces gens-là de voir enfin la saison de la navigation ouverte.

Eh bien, voici que ces bateaux sont là dans les ports de Montréal ou de Québec, et on attend. On les empêche de charger la marchandise dont on a un urgent besoin aux îles de la Madeleine. On arrête même les camions qui arrivent aux hangars pour y déposer la marchandise, obligés de s'en retourner, alors voici la situation, non seulement dans le cas des animaux qui n'auront bientôt, à ce qu'on dit, plus de nourriture, puisqu'on disait 24 heures

Grève des débardeurs

dans le télégramme des producteurs de volaille, mais c'est une population humaine qui, aux îles de la Madeleine, est sur le point de souffrir sérieusement de cette grève des débardeurs. C'est pourquoi, madame le président, après tout ce que j'ai dit tout à l'heure, je demande de nouveau aux débardeurs, et en cela je m'associe aux propos de l'honorable député de Saint-Hyacinthe et à ceux de mes collègues qui ont pris la parole avant moi, je demande aux débardeurs un peu de sens humain, de sens chrétien vis-à-vis de cette population, et je leur demande au moins s'ils veulent faire respecter leurs droits, qu'ils respectent ceux des autres et qu'ils laissent la marchandise qui s'en va en direction des îles de la Madeleine prendre le bateau qui attend seulement que les débardeurs donnent la permission à ces débardeurs qui, aux hangars où se charge la marchandise, vers les îles, ne sont pas en grève eux, les laissent faire leur travail pour permettre aux Madelinots de pouvoir recevoir nourriture, vêtements et tout ce qui est nécessaire pour entreprendre également des travaux à cette saison de l'année qui seraient très utiles pour cette population qui est demeurée inactive et en chômage durant tout l'hiver.

• (0140)

[Traduction]

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Madame le président, je crois que c'est mon devoir, pour aider mes collègues sur cette question de l'heure, au beau milieu de la nuit, de parler de la pénurie de moulées pour la province de Québec. Ce qui fait du tort à cette province, cause du tort à tout notre pays, c'est spécialement l'industrie de l'agriculture, et les peuples qui y dépendent pour gagner leur vie.

Encore la semaine dernière, on nous faisait part du programme du gouvernement pour nous permettre de jouer un rôle utile en aidant à nourrir ceux qui ont faim, dans les régions et les pays dont les habitants crèvent de faim. Et pourtant ce soir, nous sommes devant un gouvernement qui ne veut même pas se préoccuper du maintien de notre production de vivres. J'ai parlé à plusieurs députés de la province de Québec qui m'ont tous dit, même les libéraux, qu'il était temps d'agir.

Au comité de l'agriculture cet après-midi, M. Coutu, président du Conseil canadien des producteurs de porc—il est aussi président de la Fédération des producteurs de porc du Québec—nous a dit que la situation était très grave. Et pourtant le gouvernement ne fait toujours rien. Plus d'un orateur a signalé, au cours de ce long débat nocturne, que pas un seul membre du cabinet n'assistait au débat.

Une voix: C'est faux!

M. Alkenbrack: Il n'y en a pas un à son siège à l'heure actuelle.

M. Guay (Saint-Boniface): Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est parmi nous.

M. Alkenbrack: L'absence des ministres prouve que le gouvernement ne se préoccupe nullement du sort des agriculteurs et éleveurs du Canada, notamment du Québec. Cette arrogance libérale s'est manifestée également au comité de l'agriculture hier après-midi. J'assistais à la séance ainsi que mon collègue de Pembina (M. Elzinga). Les témoins étaient des membres du Conseil canadien des producteurs de porc, sous la direction de leur président, M. Coutu, comme je l'ai déjà mentionné.